

Bienvenue dans la crise du monde !

Les nouveaux paradigmes de la croissance, 2

En mars 2006, Eurogroup Institute publiait le rapport intitulé : « Les nouveaux paradigmes de la croissance ». Ce rapport était fondé sur une intuition ; nous sortons de la mondialisation telle que nous l'avons connue. L'histoire se remet en marche, après la stupeur provoquée par la dissolution pacifique de l'empire soviétique et l'effondrement des socialismes d'Etat.

Les conséquences ? Le monde n'est plus un objet à disposition des entreprises occidentales ; elles ont déclenché un mouvement qui se poursuit en dehors d'elles, et peut se retourner contre elles. L'arme du travail gratuit, mobilisée grâce à une libéralisation naïve du commerce, a donné aux pays les plus peuplés un accès aux marchés des pays riches. La montée engagée des rémunérations leur permet de développer un marché intérieur et leur rend une capacité stratégique qu'ils avaient perdue depuis deux siècles ; la démographie se réaccorde avec la puissance, et les trois pays les plus peuplés du monde, la Chine, l'Inde et les Etats-Unis, pourraient être bientôt les trois premières puissances mondiales, avant 2020 (derrière l'Union européenne sans doute ; mais que sera l'Europe en 2020 ?)

Nous sommes en 2009. Depuis ces trois années, des intuitions sont devenues des faits. Des perspectives se sont précisées. Et nous avons vécu une crise qui a été bancaire et financière, qui devient économique et sociale, et qui ouvre des perspectives vertigineuses ; et si la croissance économique se dissociait du progrès ? Et si le libéralisme et la démocratie s'étaient irrémédiablement séparés ? Et si le développement, l'activité, la performance économique, avaient pour effet proche de menacer notre survie ?

La crise porte à leur paroxysme les forces et les logiques qui l'ont fait naître. Plus de finance de marché, plus de court terme, plus d'individualisme, plus d'uniformité, plus de cupidité...La crise augmente dans des proportions inouïes le pouvoir de la finance de marché. C'est la conséquence directe de niveaux d'endettement public jamais vus en période de paix, qui posent la question de l'autonomie des acteurs publics et privés par rapport au marché. Et la crise accentue la pression du court terme, en diminuant le prix du temps. Pour tant d'acteurs, hier si assurés, il s'agit de survivre ; pour les autres, d'engranger aujourd'hui ce qui fera défaut demain. Ce qui est pris n'est plus à prendre.

Les conséquences opérationnelles de la crise morale vont se déployer dans le temps, dans les tréfonds des organisations et des systèmes. Elles résultent de la consécration des intérêts sur les principes, de la conformité sur la responsabilité, de la séparation radicale des convictions et des actes, du discours et de la réalité, de l'individu et du collectif. Le cynisme des dirigeants a peu de chances de susciter la loyauté des salariés, la cupidité des intermédiaires de marché peu de chances de confirmer l'engagement des actionnaires, le sacre de l'intérêt individuel le plus immédiat a peu de chances de porter les grands projets vitaux. Et quelle confiance peut accorder le nouveau monde du marché, de la Chine au Brésil, à tant de vertus, qui ont conduit l'Occident à de tels vertiges ?

De manière plus grave, mais plus lointaine, c'est le système de vérité fondé sur les prix de marché, sur la concurrence, sur la performance économique, qui est en question. Le marché n'a pas toujours raison, le prix de marché n'est pas toujours le bon prix, et les hommes ne sont pas toujours libres quand le commerce et les capitaux le sont. Nous sortons de la naïveté au moment même où l'outil du marché devient universel. Certains en tirent comme priorité absolue la décorrélation de leur financement, de leur gestion, de leur activité, à l'égard des marchés financiers. D'autres encore constatent la surestimation de la mondialisation et de ses conséquences, font passer la maîtrise de leur territoire avant tout, affirment leur singularité, et reconstruisent les frontières qui unissent et les identités qui distinguent. Le seul vrai luxe est de sortir des marchés, et du monde mondialisé.

Nous ne sommes qu'au début d'une crise qui va confirmer la rupture entre la finance et l'économie, faire éclater les modèles, et confronter durablement les acteurs privés au retour de la société et du commun – ou simplement de la décence. Aucune entreprise n'en sortira indemne. Il faut penser la crise comme la transition d'un système fondé sur la croissance infinie et la mobilisation sans fin des ressources, vers un système dominé par la confrontation à la rareté, appelé à une nouvelle révolution industrielle et à une nouvelle séparation du monde. Voilà pourquoi nous publions, trois ans après, le second rapport consacré aux « Nouveaux paradigmes de la croissance » ;

Bienvenue dans la crise du monde !

Hervé Juvin, président d'Eurogroup Institute

Contact Presse :

Eurogroup - Raïssa Charmois – Tel : 01 49 07 50 15 – e mail : raissa.charmois@eurogroup.fr